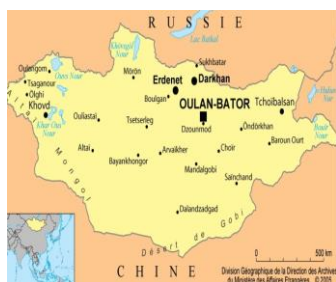


MONGOLIE : FICHE PAYS – DÉCEMBRE 2024



Catégorie OCDE (2023) : 7/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch): B+/B3/B+

Monnaie locale : Tugrik mongol / Régime de change : administré

Horizon de l'objectif de neutralité carbone : -

FORCES

- Ressources minières abondantes
- Soutien financier international

FAIBLESSES

- Economie peu diversifiée
- Dépendance au secteur minier et au cours des matières premières
- Système bancaire encore fragile
- Pays enclavé

SYNTHÈSE :

Evolution des risques : en amélioration

Environnement macroéconomique et financier :

- **Vulnérabilité de la croissance** : La croissance est prévue un peu moins dynamique autour de +5,5% en 2024 (après +7,4% en 2023), notamment en raison de la contraction du secteur agricole. En 2025, l'activité devrait en revanche accélérer, avec une croissance prévue autour de +7%, soutenue par le dynamisme du secteur minier. La consommation des ménages devrait en revanche rester modérée compte tenu d'un niveau d'inflation prévu plus élevé, tandis que l'investissement public et privé resterait dynamique et soutiendrait l'activité.
- **Vulnérabilité des comptes publics** : Après le creusement du déficit public en 2020, la reprise progressive de l'activité, la hausse du prix des matières premières et de la production minière ont contribué à l'augmentation des recettes budgétaires, favorisant la résorption du déficit dès 2021. Pour 2024, le surplus budgétaire est prévu un peu plus faible autour de +0,4% du PIB (après +2,7% du PIB en 2023), en raison principalement de la hausse des dépenses d'investissement. La dette publique se stabiliserait, prévue autour de 44% du PIB en 2024 et 2025 et en dessous du plafond de dette nominale limité à 60% du PIB. La dette est majoritairement externe (95% du total), ce qui rend le pays vulnérable à l'évolution du taux de change et au risque de refinancement en cas de durcissement des conditions financières sur les marchés internationaux. La note souveraine de la Mongolie a cependant été révisé à la hausse par deux agences notations à B+, grâce aux bonnes perspectives de croissance, à la diminution du fardeau de la dette et au renforcement des liquidités en devises du pays.
- **Vulnérabilité extérieure** : un retour du déficit courant est prévu en 2024, autour de -6,5% du PIB (après un surplus +0,6% du PIB en 2023), en raison de la hausse des importations nécessaires au développement des projets du secteur minier. La dette externe (privée et publique) est en baisse à 168% du PIB en 2023 (après 217% du PIB en 2018). La part publique (gouvernement et banque centrale) s'élève à environ 25% du total de la dette externe du pays au T2 2024. Grâce à l'émission obligataire de 2023, la Mongolie a réussi à refinancer une partie de ses obligations arrivant à échéance en 2023 et en 2024, limitant ainsi d'éventuelles inquiétudes sur la capacité du pays à assurer le remboursement du service de sa dette externe. Le tugrik s'est déprécié de 17% face au dollar depuis décembre 2020.
- **Vulnérabilité du secteur bancaire** : Le système bancaire présente des faiblesses mais des mesures ont été mises place pour y remédier. Le ratio de capitalisation et le taux des prêts non performants sont par ailleurs en amélioration.

Environnement politique et gouvernance :

- **Stabilité socio-politique** : Le parti du peuple mongol (PPM) a encore remporté la majorité des sièges lors des élections législatives de juin 2024 (soit 68 sièges sur 126). Le premier ministre, Luvsannamsrai Oyun-Erdene a ainsi été reconduit à la tête du pays, mais plusieurs membres des partis de l'opposition ont été nommés à des postes ministériels. Cette ouverture politique faciliterait la mise en place de projets d'investissements stratégiques, mais parfois controversés et serait également susceptible de mieux répondre aux attentes de la population.
- **Climat des affaires** : la perception de la corruption est encore forte, mais le gouvernement met en place des mesures pour améliorer la transparence en collaboration avec les organismes internationaux. La poursuite des réformes visant à assurer la stabilité politique et macroéconomique, ainsi que celle du secteur bancaire, sont de bon augure pour l'environnement des affaires.

Environnement et politique du climat :

- **Vulnérabilité climatique** : Signataire des accords de Paris, la Mongolie s'est engagée à mener des actions en faveur du climat, sous réserve d'un soutien financier de la communauté internationale. La production d'électricité constitue la principale source d'émissions de CO2 du pays (centrales à charbon). Des projets de développement d'énergie renouvelable sont toutefois en cours et pourraient contribuer à la réduction des émissions à moyen terme.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux produits échangés		Principaux partenaires commerciaux + France			
Part moyenne des échanges de marchandises 2019-2023 (% du total)		Part moyenne des échanges de marchandises 2019-2023 (% du total)			
Exportations	Importations	Exportations	Importations		
Charbon, houilles solides	44,8%	Pétrole	21%	Chine	83,9%
Cuivre, minerai de fer, zinc	34,4%	Voitures, tracteurs	16%	Suisse	9,0%
Or	10,8%	Machines, appareils mécan.	12%	Singapour	2,0%
Laine, poils fins ou grossiers	3,6%	Machines, appareils élect.	6%	Corée, République de	1,2%
Sel, soufre	1,8%	Ouvrages en fonte, fer ou acier	5%	France (12ème)	0,1%
				France (9ème)	0,8%

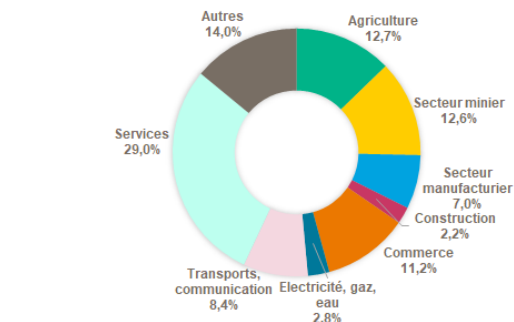
Source: Cnuced

TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

MONGOLIE	2020	2021	2022	2023	2024(p)	2025(p)
STRUCTURE ECONOMIQUE						
PIB (Mds USD, courant)	13	15	17	20	24	27
Rang PIB mondial	134	130	133	136	133	130
Population (Mns)	3,4	3,4	3,5	3,5	3,6	3,6
Rang Population mondiale	128	126	123	122	120	119
PIB / habitant (USD)	3 965	4 483	4 954	5 348	5 489	5 443
Croissance PIB (%)	-4,6	1,6	5,0	7,4	5,5	7,0
Inflation (moyenne annuelle, %)	3,7	7,4	15,2	10,3	6,5	9,0
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	1,4	1,2	1,3	NA	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES						
Dette publique (% PIB) ^D	73,6	60,7	58,2	43,2	44,6	43,6
Solde public (% PIB)	-9,2	7,8	0,7	2,7	0,4	-1,0
Charge de la dette publique (% recettes budg.)*	9,0	5,8	4,3	4,6	4,1	4,9
POSITION EXTERNE						
Solde courant (% du PIB)	-5,1%	-13,8%	-13,4%	0,6%	-6,5%	-7,7%
IDE (% du PIB)	12,7%	13,5%	14,2%	10,7%	8,6%	9,3%
Réserves (en mois d'importation B&S)	6,1	4,3	3,0	3,7	3,6	3,4
Dette extérieure totale (% PIB) ^D	240%	214%	190%	168%	160%	153%
Dette extérieure CT (% PIB)**	9,5%	9,0%	11,0%	11,7%	NA	NA
Taux de change***	2818,2	2856,5	3172,6	3476	NA	NA
SYSTÈME BANCAIRE						
Fonds propres / actifs pondérés ^E	15,4	14,5	17,4	16,1	NA	NA
Taux de NPL ^E	9,6	6,6	5,8	5,9	NA	NA
ROE	NA	NA	NA	NA	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	103	112	113	NA	NA	NA
Rang doing business (190 pays)*	67	NA	NA	NA	NA	NA
CLIMAT						
Rang émissions de CO2 par hab. (160 pays) ^a	37	37	35	24	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	63	59	32	NA	NA	NA
Rang politique climat (64 pays) ^c	NA	NA	NA	NA	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions. Sources : FMI, données issues des constatations préliminaires des services du FMI à la fin d'une visite officielle publiées en octobre 2024, *Banque Mondiale, **Oxford Economics, ***T Reuters. a : Eurostat, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch, D : Fitch (sept. 2024); E : Données issues de l'article IV du FMI publiées en octobre 2023. Pour l'année 2023, la dernière donnée disponible s'arrête en mai 2023.

VENTILATION SECTORIELLE DU PIB EN 2023
(EN %)



1. SITUATION ECONOMIQUE

• Vers une hausse de la croissance en 2025

En 2024, la croissance est prévue un peu moins dynamique qu'en 2023, comprise entre +5,5% et +6% (après +7,4%), pénalisée notamment par la contraction du secteur agricole en lien avec [l'hiver rigoureux qui a conduit à d'importantes pertes de bétail](#).

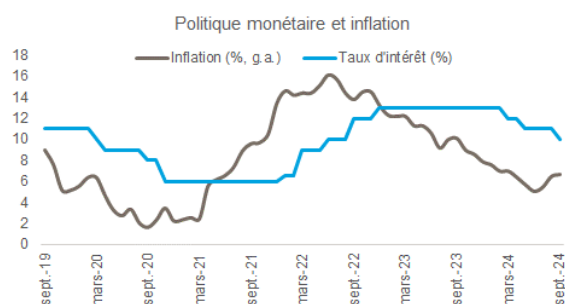
En 2025, l'activité devrait accélérer (+7% selon le FMI), soutenue par le dynamisme des exportations minières, avec la montée en puissance de la production de cuivre de la mine Oyu Tolgoi, considérée comme l'une des plus importantes au monde¹.

Les exportations de charbon devraient par ailleurs rester élevées à court terme, soutenues par la demande chinoise (1^{er} client) et l'amélioration du réseau de transports des marchandises reliant la Mongolie à la Chine. La surcapacité du secteur d'acier chinois demeure cependant une source d'inquiétude pouvant se traduire par une baisse de la demande en charbon adressée au pays, si l'industrie chinoise venait à réduire sa production. Le charbon à coke est en effet un intrant important pour la fonderie de l'acier en Chine.

Une reprise du secteur agricole (élevage de bétail), est par ailleurs prévue, favorisée par l'amélioration des conditions climatiques.

Du côté de la demande interne, la consommation des ménages pourrait être pénalisée par le rebond de l'inflation (cf. ci-dessous), tandis que les investissements privés et publics soutiendraient la croissance.

• Vers une reprise des tensions inflationnistes



Source: Banque centrale de Mongolie

Après avoir atteint un pic à 16,1% en juin 2022, l'inflation a diminué progressivement, notamment grâce à la baisse des prix alimentaires et du pétrole. La Banque centrale a ainsi pu initier une **phase d'assouplissement monétaire** à partir du T1 2024. Elle a réduit son taux directeur de 300 ppb, à 10% depuis le mois de septembre 2024 (cf. graphique ci-dessus).

Après une période prolongée de désinflation entre juin 2022 et juin 2024, les prix à la consommation ont augmenté ces derniers mois, tirés par la politique de soutien à la consommation mise en place par le gouvernement dans le courant de l'année. Pour

l'ensemble de l'année 2024, l'inflation est prévue autour de 6,5% en moyenne (après 10,3% en 2023), soit un niveau compris dans la fourchette cible de la banque centrale (entre 4% et 8%).

Pour 2025 en revanche, l'inflation est prévue plus élevée, autour de 9%. Dans ce contexte, la banque centrale devrait maintenir inchangé son taux directeur lors de sa prochaine réunion. Elle a par ailleurs relevé le taux de réserves obligatoires, signalant ainsi la mise en place d'une politique monétaire plus prudente.

• Une stratégie de diversification et de développement de l'économie

L'absence de diversification de l'économie pénalise la croissance du pays. Les secteurs non miniers, l'agriculture, l'élevage et le textile souffrent d'un manque de compétitivité. L'activité de confection est affectée par la concurrence mondiale dans le secteur textile. Le secteur agricole pâtit d'un sous-investissement et est soumis aux aléas climatiques dont le pays est coutumier.

L'arrivée de la crise sanitaire a mis en exergue la vulnérabilité de l'économie mongole et sa dépendance accrue au secteur extractif et vis-à-vis de l'étranger. Dans ce contexte, le gouvernement a lancé un plan de relance ambitieux « *New Revival Policy* » qui intègre un ensemble de réformes visant à assurer la stabilité politique et macroéconomique du pays, à accélérer les partenariats public-privé, à créer un environnement des affaires et commercial plus favorables, ainsi qu'à ouvrir davantage le pays aux investissements.

La priorité serait donnée à 6 secteurs/domaines jugés essentiels au développement du pays : 1) **les infrastructures de transport** (ports secs, autoroutes, chemin de fer), 2) **l'énergie** (lignes de transmissions d'électricité en particulier), 3) **l'industrie** (création d'usines de transformation minière et agricoles à plus forte valeur ajoutée), 4) **l'urbain et le rural** (développement d'autres centres d'activité afin de réduire les pressions d'urbanisation dans la capitale d'Oulan-Bator en particulier, mais aussi encourager le développement rural), 5) **la croissance verte** (faire revivre les lacs, étangs et rivières asséchés, investir dans les sources de production d'énergie moins polluantes telles que l'hydroélectricité, améliorer l'approvisionnement en eau potable, eau d'irrigation, construire des barrages et de réservoirs pour transporter de l'eau vers la région de Gobi) et 6) **la productivité de l'Etat** (numérisation des services, renforcement des sanctions liées à la corruption et les délits, rationalisation des structures administratives...). Le *New Revival Policy* s'appuie sur la politique « Vision 2050 », qui cherche à améliorer le développement social, la croissance économique et la qualité de vie de la population en Mongolie d'ici 2050.

• Des ratios bancaires en amélioration, mais une situation encore fragile

¹ Le gisement d'Oyu Tolgoi devrait devenir le 4^{ème} site d'extraction de cuivre au monde à l'horizon 2030.



Le secteur bancaire mongol présente des faiblesses, notamment en matière de capitalisation, de supervision bancaire et présente également un niveau élevé de prêts non performants, bien qu'en réduction sur la période récente.

Dans ce contexte, le pays a mis en œuvre une réforme du secteur bancaire de grande envergure en janvier 2021. Un amendement à la loi bancaire a ainsi obligé les banques nationales systémiques à être cotées en bourse. De plus, les banques commerciales sont tenues de limiter à 20% maximum le nombre total d'actions détenues par un actionnaire et ses parties liées. Le pays a aussi ouvert ses portes aux banques étrangères afin d'attirer des liquidités en devises et augmenter l'offre de crédit bancaire dans ce pays.

Les ratios bancaires sont toutefois en amélioration. Le taux des prêts non performants (NPL) est passé à 6,2% en mai 2024 (après 10,7% en juin 2020) et le ratio d'adéquation de fonds propres est supérieur à 16% (contre un minimum requis de 12%).

2. FINANCES PUBLIQUES

- **Des surplus budgétaires favorisés par la hausse des recettes minières**

Après le creusement du déficit en 2020 (-9,2% du PIB), la reprise de l'activité post crise sanitaire, ainsi que la hausse du prix des matières premières et de la production minière ont contribué à la résorption du déficit.

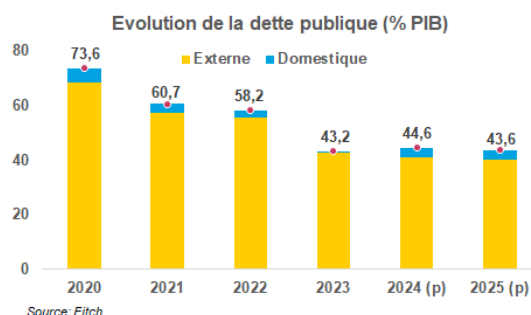
La Mongolie est en effet très dépendante des performances de son secteur minier, dont les exportations représentent près de 90% des entrées de devises et 30% des recettes budgétaires du pays. L'augmentation de la production avec l'expansion des mines soutient les recettes budgétaires du pays. Le gouvernement prévoit ainsi un surcroît de recettes de +10% pour 2024, par rapport au budget initial.

Pour 2024, le solde budgétaire est prévu excédentaire, autour de +0,4% du PIB (après un surplus de +2,7% en 2023). Malgré un amendement au budget, approuvé en août 2024, qui prévoit une hausse supplémentaire des dépenses de +11% par rapport au budget initial (dépenses d'investissement en particulier), l'excédent budgétaire prévu pour 2024 pourrait être encore plus élevé. Le pays affiche en effet un surplus budgétaire de 3% du PIB sur les 8 premiers mois de 2024 et le supplément des dépenses approuvées pourrait ne pas être entièrement exécuté d'ici la fin de l'année.

Pour 2025 en revanche, le FMI et l'agence Fitch sont moins optimistes et prévoient un retour du déficit budgétaire compris entre -1% et -3% du PIB respectivement (contre un surplus de +1% du PIB selon les prévisions du gouvernement). Alors que la politique budgétaire restera expansionniste, la hausse des recettes projetée par le gouvernement (+25% pour les

recettes minières et de +18% pour les non minières) est jugée optimiste par les deux organismes.

- **Un ratio de dette publique en diminution**



La dette publique est prévue autour de 44% du PIB en 2024 et 2025 (après environ 74% du PIB en 2020), soit un niveau en dessous du plafond de dette nominale fixé à 60% du PIB. Cette évolution résulte à la fois de la bonne performance du PIB nominal grâce au secteur minier et d'une stabilisation de la dette (montant).

La dette publique est majoritairement externe, soit 95% du total en moyenne entre 2020 et 2023. Cette forte proportion de dette en devises rend le pays vulnérable à l'évolution du taux de change et au risque de refinancement en cas de durcissement des conditions financières sur les marchés internationaux. La dette en monnaie locale devrait cependant croître à moyen terme, avec le développement du marché financier national.

La note souveraine de la Mongolie a été révisée à la hausse par les agences Fitch Ratings et S&P à B+ en septembre et en octobre 2024. Les agences soulignent notamment le dynamisme de la croissance, la diminution du fardeau de la dette et le renforcement des réserves de change permettant au pays d'honorer le service de la dette. Pour mémoire, la Mongolie faisait ainsi partie des pays d'Asie, comme le Sri Lanka, le Laos ou encore le Pakistan, dont la baisse des réserves de change, accentuée par la crise sanitaire, pouvait compromettre la capacité de l'Etat à honorer ses engagements externes.

3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Des exportations peu diversifiées et concentrées vers la Chine**

Le cuivre et le charbon ont représenté en moyenne près de 80% des exportations entre 2019 et 2023, suivi de l'or (10%). **Le pays est fortement exposé à la demande en provenance de la Chine**, qui absorbe en moyenne près de 84% des exportations. **La Mongolie, importe principalement du pétrole et du gaz** (1^{er} poste d'importation), **en provenance du pays voisin, la Russie** (2^{ème} fournisseur du pays, après la Chine).

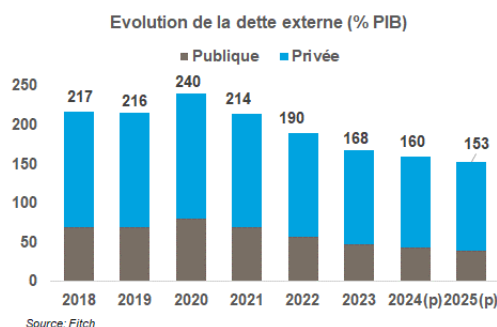
En 2023, les exportations et importations ont progressé par rapport à 2022, de respectivement +21% et +5,7%, soit une amélioration du solde commercial, qui a enregistré un excédent. Le surplus courant a quant à lui atteint 0,6% du PIB.



Pour 2024, un retour du déficit courant est cependant prévu, autour de -6,5% du PIB, notamment en lien avec les importations nécessaires au développement des projets du secteur minier. Le déficit courant devrait par ailleurs persister à moyen terme.

- Une dette externe majoritairement privée et intra-groupe

La dette externe du pays est estimée à environ 168% du PIB en 2023 (contre 217% du PIB en 2018). Il s'agit notamment de dette intra-groupe (47% du total au T2 2024), des entreprises étrangères qui investissent principalement dans le secteur minier. La part publique (gouvernement et banque centrale) s'élève à 25% du total de la dette externe sur cette même période.



La dette externe publique est majoritairement détenue par les créanciers officiels (près de 75%). Le reste est détenu par le secteur privé, notamment sous forme d'obligations émises sur les marchés (Eurobonds) et par les banques locales, dans une moindre mesure. Grâce à l'émission obligataire de 2023, la Mongolie a réussi à refinancer une partie de ses obligations arrivant à échéance en 2023 et en 2024, limitant d'éventuelles inquiétudes sur sa capacité à assurer le remboursement du service de sa dette externe.

La hausse du volume des exportations (charbon tiré par la demande chinoise, cuivre et or avec la hausse de la production minière) soutient les entrées de devises et permettrait de compenser, en partie, un éventuel retournement des prix des matières premières.

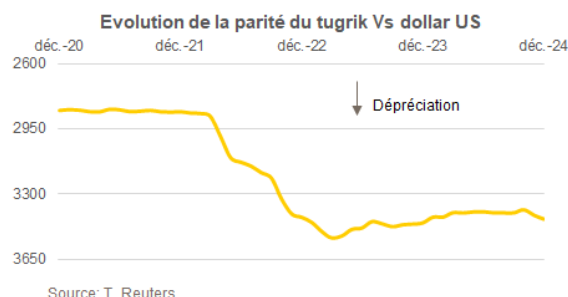
A noter par ailleurs qu'en vertu de la nouvelle loi adoptée par le parlement en avril 2024, le fonds souverain du pays qui comprend le Future Heritage Fund (FHF) disposera de deux nouveaux fonds – un fonds de développement destiné à financer des projets locaux et un fonds d'épargne pour financer certains types de dépenses sociales. Cela permettrait une meilleure gestion des recettes en devises tirées de la manne minière, et une diversification des sources de financement de l'économie.

- La stabilisation de la monnaie locale devrait se poursuivre

Le tugrik a perdu 17% face au USD depuis décembre 2020. Il s'échange autour de 3435 MNT pour 1 USD le 05 décembre 2024 (contre 2851,5 MNT/USD en décembre 2020). L'évolution de la monnaie est fortement

corrélée aux résultats de la balance des paiements, avec un déficit courant qui s'est fortement creusé en 2021 et en 2022. Après avoir atteint un point bas en mars 2023, les pressions baissières sur la monnaie se sont arrêtées, mais le tugrik n'a pas retrouvé son niveau de 2020.

Le maintien du taux directeur élevé, ainsi que l'amélioration de la position externe (risque de défaut de paiement écarté), malgré le retour du déficit courant en 2024 (mais plus modéré qu'en 2021 et 2022) semblent avoir limité la poursuite des pressions baissières sur la monnaie.



Le niveau des réserves de change reste par ailleurs satisfaisant à 4,7 Md\$ en septembre 2024 (un peu plus de 3 mois d'importations). Le pays dispose également d'une ligne de swap avec la Chine de 2 Md\$, renouvelée en 2023 et d'une durée de 3 ans, offrant un peu de marge de manœuvre à la banque centrale pour intervenir sur le marché du change en cas de besoin.

4. ASPECTS POLITIQUES

- Le parti du peuple mongol a remporté les élections législatives de 2024

Le système politique est dominé par le parti du peuple mongol (PPM), qui a encore remporté 68 sièges sur 126, lors des élections législatives de juin 2024. Il s'agit du premier scrutin électoral après la réforme constitutionnelle de 2023, qui a augmenté le nombre des sièges à l'Assemblée législative (passé de 76 à 126 sièges) et qui a aussi introduit le vote par représentation proportionnelle pour 48 sièges. Les 78 sièges restants sont encore élus selon l'ancien système majoritaire basé sur les circonscriptions. Le parti de l'opposition, le parti démocratique (PD) a obtenu 42 sièges et le parti de centre-droit (HUN) en a obtenu 8. Les deux autres parties, la National Coalition et le Civil Will-Green sont peu représentés au sein du parlement.

Le premier ministre, Luvsannamsrai Oyun-Erdene a ainsi été reconduit à la tête du pays, mais le gouvernement formé après les élections législatives inclut la nomination à des postes ministériels de plusieurs membres des partis de l'opposition (du DP en particulier, mais aussi du HUN). La formation de cette coalition tripartite faciliterait la mise en place des projets d'investissements stratégiques, parfois controversés, et serait également susceptible de mieux répondre aux attentes de la population. Pour mémoire, le pays a fait face à d'importantes manifestations populaires entre



2016 et 2024, sous le gouvernement dirigé majoritairement par le PPM.

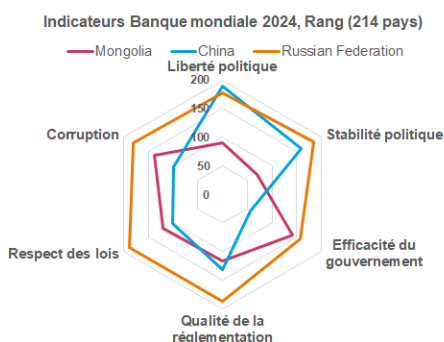
Le risque de nouvelles manifestations n'est cependant pas à écarter et dépendra notamment de la gestion de la répartition et de l'utilisation de la rente minière. Avec le développement du secteur minier, les inégalités ont eu tendance à s'accroître en Mongolie, entre les hauts revenus vivant à Oulan-Bator et les populations vivant dans des conditions précaires à la périphérie. 27% de la population vivrait sous le seuil de pauvreté en 2022².

- **Renforcement des relations avec la Chine**

La Mongolie entretient des relations étroites avec ses voisins, la Chine (partenaire financier et 1^{er} client à l'exportation) et la Russie (dont elle dépend pour son approvisionnement en énergie). Les liens avec la Chine se sont par ailleurs renforcés après la crise sanitaire (commerce et financement). En septembre 2022, un nouveau chemin de fer reliant la mine de charbon de *Tavan Tolgoi* à la frontière chinoise a été ouvert et plusieurs lignes déjà existantes devaient être modernisées grâce aux financements chinois³.

La Mongolie ne peut se permettre de détériorer sa relation avec la Russie. Le pays a adopté une position neutre et continuera de s'abstenir de critiquer l'action de la Russie en Ukraine. [La Mongolie a d'ailleurs reçu la visite du président russe Vladimir Poutine et a refusé de l'arrêter, malgré un mandat d'arrêt international à son encontre.](#) **Les relations avec l'Union Européenne sont bonnes.** [Fin 2023, le pays a signé un accord d'investissement avec Orano, pour exploiter ses réserves d'uranium,](#) ainsi qu'un accord autorisant l'exploration française de lithium dans le pays. Des protocoles d'accord sur la coopération minière ont également été signés avec l'Allemagne, le Royaume-Uni et les États-Unis.

- **La perception de la corruption reste forte**



Note de lecture : plus les lignes sont éloignées du centre du radar, plus le pays est dans le bas du classement.

La Mongolie est mieux classée que les deux pays qui l'entourent, la Russie et la Chine, sur 3 des 6 indicateurs de gouvernance de la Banque Mondiale : liberté et stabilité politique, ainsi que la qualité de la

² [Asian Développement Bank.](#)

réglementation. **L'efficacité du gouvernement reste cependant l'un des points faibles du pays.**

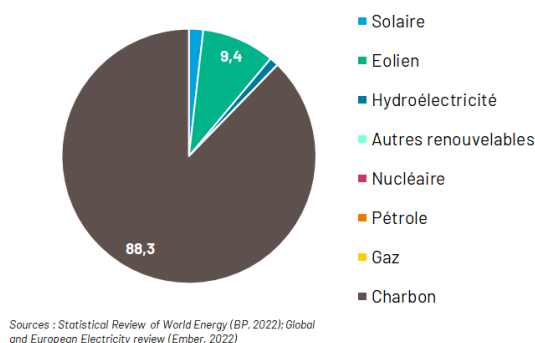
La perception de la corruption reste cependant forte. Selon *Transparency International*, la Mongolie a encore perdu quelques places au classement et se positionne désormais à la 121^{ème} place sur 180 pays en 2023. Des affaires de corruption entourent la classe politique, concernant notamment l'attribution des contrats miniers ou le détournement de fonds. [Le gouvernement mongol s'est efforcé cependant de mettre en place une collaboration avec les organisations internationales afin de renforcer la transparence et mettre en œuvre de mesures anti-corruption.](#)

5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

La Mongolie est très vulnérable au changement climatique dans la mesure où **près de 30% de sa population dépend encore de l'élevage et des ressources naturelles.** Selon les Nations Unis, le pays a connu une augmentation de 2,1 degrés Celsius de la température moyenne de l'air au cours des 70 dernières années, soit l'un des pays les plus touchés par le changement climatique au niveau mondial. **Les hivers rigoureux, les sécheresses, les tempêtes de neige et de poussière sont de plus en plus fréquents.**

La production d'électricité est encore très dépendante des sources fossiles. Les centrales à charbon constitueraient la **principale source d'émissions** dans ce pays (Cf. graphique ci-dessous).

Mongolie : production d'électricité par sources, en % (2022=7,7 TWh)



Le chauffage au charbon est aussi encore largement utilisé. Des projets de développement de l'énergie renouvelable pourraient cependant contribuer à la réduction des émissions de CO₂ à plus moyen terme. **La Mongolie est signataire des accords de Paris et s'est engagée à mener des actions en faveur du climat, sous réserve notamment d'un soutien financier international, sans pour autant s'engager sur un objectif précis de réduction d'émission de gaz à effet de serre (GES).**

³ Dans le cadre du financement du corridor économique Chine-Mongolie-Russie, qui a été prolongé de cinq ans en septembre 2022.



DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary	Chef économiste	baptiste.thornary@bpifrance.fr
Sabrina El Kasmi	Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays	sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Economie Internationale et Risques Pays

Anne-Sophie Fèvre	<i>Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie</i>	as.fevre@bpifrance.fr
Adriana Meyer	<i>Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est</i>	adriana.meyer@bpifrance.fr
Victor Lequillier	<i>MENA, Turquie, Chine, ASEAN</i>	victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Laetitia Morin	<i>France, pays développés, conjoncture PME</i>	laetitia.morin@bpifrance.fr
Thomas Laboureau	<i>France, pays développés, conjoncture ETI</i>	thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.